

Source : mail

Téléchargement 22 09 2020

Leur fin du monde est à la fin du mois

SOCIALTER

Par [Youness Bousenna](#), publié le 21 septembre 2020

La pauvreté n'est pas incompatible avec l'écologie. Elle peut même s'enraciner dans une situation de dénuement, chez les personnes défavorisées lorsque la détérioration de l'environnement entraîne une dégradation de leurs conditions de vie. Cette convergence est au fondement des courants d'écologie populaire qui, depuis les années 1980, prennent appui sur ces conflits environnementaux locaux pour construire une critique globale.

La scène a comme un avant-goût d'apocalypse. À tel point que les autorités ont attendu quelques jours avant d'en diffuser les images : on y voit une banale vallée du Brésil qui, soudain, s'affaisse pour se faire emporter par une marée de boue rouge. Ce tsunami toxique, qui laissera plus de 300 corps et 133 disparus dans son sillage, provient d'une mine de fer de la multinationale brésilienne Vale. Le barrage a cédé, comme il y a trois ans dans le même État, celui du Minas Gerais (« Mines générales »), où 57 millions de mètres cubes de déchets issus de mines de fer se sont déversés en 2015 dans un affluent du Rio Doce. Depuis, la faune reste dévastée, la pêche interdite dans certaines villes qui pourtant en vivaient depuis des siècles, et – comme une malédiction qui n'en finit pas – le Rio Doce est toujours rouge. De nombreux habitants, dont certains présentent des traces de métaux lourds dans les cheveux et le sang, considèrent que leur vie s'est arrêtée avec cette catastrophe écologique (1), la pire de l'histoire du Brésil.

De l'autre côté de l'Atlantique, d'autres vies sont détruites par les métaux lourds. À Accra, la capitale du Ghana, se trouve Agbogboshie, l'une des plus grandes décharges d'objets électroniques du monde. 40 000 tonnes d'ordinateurs, télévisions et téléphones provenant de pays occidentaux sont déversées chaque année sur le site, autour duquel des dizaines de milliers de personnes, et souvent des enfants, s'entassent pour tenter d'en récupérer les miettes. Plomb, cadmium, mercure, arsenic : certains classements élisent Agbogboshie comme l'endroit le plus pollué de la planète devant Tchernobyl. Ces recycleurs informels – dont la plupart souffrent de cancers, de lésions, de brûlures et de problèmes oculaires – vivent à des milliers de kilomètres des Brésiliens bordant le Rio Doce. Pourtant, ces habitants ont en partage une même réalité : pour eux, la fin du monde est déjà là. Et leur nombre se multiplie. L'intensité croissante de l'exploitation des ressources naturelles en amont de la production et le volume toujours plus important de déchets qu'elle génère menacent de plus en plus l'existence des plus pauvres. Chaque année, il est extrait de la Terre 4,5 milliards de tonnes de pétrole, 3 500 milliards de mètres cubes de gaz, 7,8 milliards de tonnes de charbon, mais aussi 29 millions de tonnes de chrome, 5,5 millions de tonnes de plomb, 2 millions de tonnes d'amiante ou encore 60 000 tonnes d'uranium (2)... Autant de ressources qui permettent, à l'autre bout de la chaîne, la vente de 2 749 smartphones et de 597 ordinateurs chaque minute dans le monde – entre autres biens de consommation.

Écologie par le bas

Logiquement, le nombre de conflits environnementaux est en forte hausse. Moins d'un millier étaient recensés début 2014 par l'*Atlas mondial de la justice environnementale* (3), une cartographie interactive réalisée par des chercheurs et des ONG. Cinq ans plus tard, ce sont 2 721 cas qui sont rapportés, concernant aussi bien les activités extractives que le nucléaire, la gestion des déchets ou celle de l'eau. Autant de résistances locales à des atteintes au cadre de vie qui, depuis quatre décennies, ont conduit à l'émergence d'une écologie *par le bas* que deux grandes notions désignent : la justice environnementale et l'écologisme des pauvres, dont le principal théoricien est Joan Martínez Alier. « *Je ne soutiens pas que les pauvres soient écologistes en toutes circonstances, défendre cette thèse serait absurde. En revanche, j'affirme que, dans le cadre des conflits écologico-distributifs, les pauvres sont souvent les défenseurs de la conservation des ressources et de la propreté de - l'environnement, même lorsqu'ils ne se prétendent pas écologistes* », souligne ce professeur à l'université autonome de Barcelone dans son ouvrage majeur, *L'Écologisme des pauvres. Une étude des conflits environnementaux dans le monde* (Les Petits matins/Institut Veblen, 2014).

Martínez Alier appréhende ce nouvel écologisme comme un troisième grand courant qui en rejoint deux plus anciens qu'il nomme « culte de la nature sauvage » et « évangile de l'éco-efficacité ». Le premier, inspiré par *L'Éthique de la terre* d'Aldo Leopold (1887-1948) et aujourd'hui représenté par le réseau Les Amis de la Terre, trouve ses fondations dans la volonté de laisser les espaces naturels intacts en les maintenant à l'extérieur du marché. L'« évangile de l'éco-efficacité », lui, défend certes la croissance économique, mais il la veut respectueuse de l'environnement : ce courant rassemble ceux qui prônent un développement durable et estiment que le progrès technologique permettra de dépasser les externalités négatives pour l'environnement du système de production actuel. Les mouvements d'écologie populaire, quant à eux, sont nés spontanément des conflits tant locaux que nationaux observés un peu partout dans le monde.

Le troisième courant de l'écologisme populaire, lui, considère que la croissance économique produit de façon intrinsèque des dégâts environnementaux tout en aggravant les inégalités car elle fait peser la richesse des pays du Nord sur l'exploitation intensive des ressources des pays du Sud. C'est dans ce contexte que les courants d'écologisme populaire sont nés. Le mouvement de justice environnementale est apparu au début des années 1980 aux États-Unis en réaction aux multiples dégâts environnementaux – pollution de l'air, déchets toxiques – dont souffraient les populations pauvres des aires industrielles, majoritairement noires. Né dans le sillage du mouvement des droits civiques de Martin Luther King, il a mis en avant le concept de racisme environnemental, défini par l'activiste Afro-Américain Benjamin Chavis comme « *l'identification délibérée des personnes de communautés de couleur pour l'établissement des installations de déchets toxiques, l'autorisation officielle de la présence potentiellement mortelle de poisons et de polluants* ».

Trop pauvres pour être verts ?

Quant à la notion d'écologisme des pauvres, elle a émergé à la fin des années 1980 en réaction à l'idée que les sociétés du tiers-monde seraient « *trop pauvres pour être vertes* », selon Joan Martínez Alier. C'est précisément parce que les tenants de ces luttes ne se qualifiaient pas eux-mêmes d'écologistes et

n'en employaient pas le lexique qu'ils n'étaient pas considérés comme des individus se battant pour un motif écologiste. Ainsi, des combats d'écologisme populaire peuvent être largement antérieurs à l'apparition de la notion, et Martínez Alier recense des cas en Andalousie à la fin du xix^e siècle et au Japon au début du xx^e. Justice environnementale et écologisme des pauvres partagent un dénominateur commun important : menés par des activistes, ils se concentrent sur la lutte contre les injustices socio-écologiques générées par le capitalisme. Tout en conservant une convergence sur l'essentiel, les deux courants continuent de se définir séparément et, dans leurs discours, ne mettent pas l'accent sur les mêmes déterminants – la notion de racisme environnemental n'étant pas reprise par l'écologisme des pauvres.

Système extractiviste

Si l'écologisme populaire s'est enraciné à travers des luttes touchant à toutes les atteintes à l'environnement, un domaine particulier a catalysé un grand nombre de ces mouvements : l'extractivisme. Défini par Anna Bednik comme « *l'intensification de l'exploitation industrielle de la nature, sous toutes ses formes* », il génère pour les populations une double déterritorialisation, explique la chercheuse : « *Au sens propre du terme, à travers diverses formes de déplacements forcés et de contrôle territorial, mais aussi au niveau symbolique, en réduisant le territoire à un réservoir de ressources, interchangeable avec un autre, sans visage, sans importance en soi, ne valant que par la fonction qu'on lui assigne dans un processus de production.* » (*Extractivisme, Le passager clandestin*, 2016). Ainsi, « *les espaces de vie se réduisent de plus en plus* » car, face à la raréfaction des ressources, l'extractivisme conduit à accaparer toujours plus de nouveaux espaces et à creuser toujours plus profondément la Terre. Si elle est si centrale dans les luttes, c'est que l'extraction massive des ressources de la Terre est le « *soubassement matériel de l'ensemble du système industriel, productiviste et consumériste mondial* » qui requiert des quantités sans cesse plus importantes pour maintenir la croissance. Anna Bednik considère ainsi que l'idée d'une croissance verte ou d'un développement durable ne sont que des « *chimères* » : les méfaits de l'extraction à outrance ne peuvent cesser qu'en remettant en cause le système fondé sur ce prélèvement. « *Les frontières de l'extraction des produits ou de matières premières ont été repoussées à leurs confins ultimes* », abonde Joan Martínez Alier.

« DÉCROISSANCE SOUTENABLE »

À la différence des deux premiers courants écologistes, l'écologisme populaire débouche sur une contestation radicale et du système productiviste et de la façon dont les économistes tentent de répondre, en restant dans ce logiciel, aux méfaits du capitalisme sur l'environnement. Croire en l'innovation pour régler ces défis revient seulement à déplacer le problème, puisque « *des améliorations écologiques peuvent apparaître dans certains pays grâce au déplacement de la pollution vers d'autres pays* », écrit Joan Martínez Alier. Il appelle ainsi à considérer la position de ces économistes dominants comme un simple « *point de vue supplémentaire* » et plaide pour une « *décroissance soutenable* ».

Cependant, si l'écologisme des pauvres a le mérite de donner un cadre théorique – et donc une visibilité globale – à une myriade de luttes éparses, il n'échappe pas pour autant à des critiques de la part de certains activistes et chercheurs (4). Certains lui reprochent le terme dépréciatif, voire condescendant, de « pauvres » pour définir des situations pourtant très différentes. D'autres désapprouvent aussi l'écologisme des pauvres comme une réduction à un « *écologisme de la simple survie* » qui ne prendrait pas en compte la dimension affective, culturelle et identitaire à l'environnement, car une lutte contre un gisement minier n'est pas forcément motivée par la seule volonté de préserver des ressources pour y puiser sa nourriture, mais parfois aussi par celle de sauvegarder un patrimoine culturel.

“Les méfaits de l'extraction à outrance ne peuvent cesser qu'en remettant en cause le système fondé sur ce prélèvement.”

L'unité dans la diversité

En partant de situations concrètes sur le terrain, les courants d'écologie populaire portent la vision d'une nature sensible, différente de celle, abstraite, qui émane des rapports du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Car ces derniers s'occupent de la biosphère, une nature construite par des visions d'experts « *invisible à l'œil nu et qui n'est accessible qu'à l'aide de procédures technoscientifiques complexes* », souligne l'universitaire Catherine Larrère (5). Mais si le point de départ de l'écologisme populaire échappe à cette abstraction, il court toutefois le risque d'agglomérer ces luttes diverses en leur donnant une définition globale qui les couperait de leurs racines. Le risque serait grand, comme le mentionne Anna Bednik, de dissoudre les raisons d'être de chaque résistance « *dans l'universalisme des causes abstraites, souvent synonyme d'impuissance et de désillusion* ». Ces luttes affrontent pourtant des acteurs globaux, que ce soient des multinationales ou des États, et l'éparpillement ferait alors courir le danger d'être écrasé par ces entités puissantes... Trouver l'équilibre entre local et global : le succès de l'écologie populaire semble tenir à ce délicat chemin de crête.

(1) Claire Gatinois, « Au Brésil, la boue toxique a tué le fleuve Rio Doce », *Le Monde*, 4 septembre 2018.

(2) Anna Bednik, *Extractivisme, Paris, Le passager clandestin*, 2016.

(3) Environmental Justice Atlas (EJ Atlas).

(4) Nayla Naoufal, « Connexions entre la justice environnementale, l'écologisme populaire et l'écocitoyenneté », *VertigO*, vol. 16, n° 1, mai 2016.

(5) Catherine Larrère, « La justice environnementale », *Multitudes*, vol. 1, n° 36, 2009.